

Code
600079

Durée
12
jours

Tarif Inter*
8 046 €
HT

*Repas inclus (en présentiel)

PROCHAINES SESSIONS

- **A DISTANCE, PARIS :**
23 Sep. au 6 déc. 2024

[Voir toutes les sessions](#)

PUBLIC

Responsables juridiques – Juristes –
Responsables de services – Toute
personne souhaitant obtenir une
spécialisation en droit des sociétés

PRÉ-REQUIS

Aucun prérequis nécessaire

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré
autour du transfert des
compétences
- Acquisition des compétences
opérationnelles par la pratique et
l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des
moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en
plusieurs temps pour permettre
engagement, apprentissage et
transfert
- Formation favorisant
l'engagement du participant pour
un meilleur ancrage des
enseignements

SATISFACTION ET EVALUATION

L'évaluation est la garantie de
la qualité et de l'efficacité du
transfert de compétences
durant le parcours. En
présentiel ou distanciel, en
synchrone ou asynchrone,
pendant ou à l'issue du
parcours, la réussite de
l'évaluation donnera lieu à un
certificat «?Lefebvre Dalloz?».?»

Objectifs pédagogiques

- Choisir la forme sociale adaptée
- Rédiger les statuts en aménageant contractuellement les obligations et pouvoirs
- Encadrer le suivi juridique des événements majeurs et opérations de la société
- Mesurer les risques propres aux groupes de sociétés et restructurations

Programme de la formation

Droit des sociétés (niveau 1) (2 jours)

Voir le module Réduire

- Quiz : baromètre de vos connaissances en droit des sociétés

Se repérer dans le contexte des règles applicables au droit des sociétés suivant la forme sociale

Enumérer les sources du droit des sociétés

- Sources internes: dispositions du Code civil, du Code de commerce, du Code monétaire et financier, du Code général des impôts...Sources européennes
- Traité européens : droit primaire
- Harmonisation des législations des états membres
- Focus sur les apports de dernières lois et précisions jurisprudentielles : loi PACTE, loi SOILHI, loi du 14 février 2022 ...
- Quiz : se repérer dans les sources du droit des sociétés

Analyser les caractères généraux des sociétés

- Société ou entreprise individuelle : analyse des critères
- Contrat de société : affectio societatis, apports et capital social, bénéfices et pertes
- Attributs : dénomination, siège social, nationalité, objet social, nom de domaine
- Notion de personnalité morale
- Responsabilité civile et pénale des personnes morales
- Intérêt social
- Exercice d'application : création d'une société adaptée à l'objet social envisagé

Distinguer les types de sociétés civiles et commerciales

- Sociétés civiles versus sociétés commerciales : intérêt de la distinction

- Sociétés civiles versus sociétés commerciales
- Sociétés institutionnelles/sociétés flexibles : exemple de la SA/SAS
- Sociétés à rendement capitalistique/sociétés à fort intuitu personae : exemple de la SA/SNC
- Cas des EURL/SARL : société de capitaux ou société de personnes ?
- Société européenne
- Distinction par rapport à la taille de l'entreprise : micro-entreprises, petites, moyennes et entreprises dépassant certains seuils
- Mise en situation : choisir la forme juridique suivant les critères de pertinence adaptés à la finalité recherchée

Déterminer les étapes constitutives et le fonctionnement d'une société

Analyser les règles et formalités constitutives d'une société

- Quid des sociétés non-immatriculées ?
- Comment lire les statuts d'ordre public ou supplétifs ?
- Formalités : joindre les annexes au dossier
- Respecter le calendrier des formalités d'immatriculation au RCS, le guichet unique
- Cas pratique : identifier les clauses statutaires non conformes au dispositif législatif impératif

Identifier les points essentiels du statut des dirigeants

- Statut juridique des dirigeants : principes généraux
- Nomination, révocation, cessation des fonctions
- Responsabilités civile et pénale
- Règles du cumul mandat social/contrat de travail
- Répartition des pouvoirs : dirigeants/assemblées
- Atelier "Dirigeant" :
- Analyse de la situation d'un gérant associé de SNC au regard de sa révocation
- Identification d'un gérant majoritaire dans la SARL

Déterminer les droits et obligations des associés

- Droit à l'information et résolution des conflits : informations obligatoires, expertise de gestion
- Droit de participer et de voter aux assemblées : principe et sanction des abus de majorité, de minorité
- Droits de vote double
- Obligation aux dettes sociales : indéfinie, conjointe ou solidaire, limitée aux apports ?
- Brainstorming : : évaluer les contours de l'obligation aux dettes sociales

Décrire les règles générales des assemblées

- Compétences et répartition des pouvoirs
- Règles relatives aux différentes délibérations : AGO, AGE
- Règles de quorum et majorité
- Quiz : le fonctionnement des assemblées

Saisir le fonctionnement du contrôle de la gestion

- Gouvernement d'entreprise et établissement d'un rapport
- Obligations comptables, commissaires aux comptes : rôle et conditions d'exercice
- Déclaration des bénéficiaires effectifs
- Contrôle des sociétés cotées admises aux négociations réglementées par l'AMF
- Déclaration de performance extra-financière dans les grandes sociétés

Examiner les opérations complexes

Définir les notions relatives au groupe de sociétés

- Définition
- Quid de la personnalité morale ?
- Débat : groupe de sociétés et personnalité morale

Distinguer les opérations de restructuration

- Notion de fusion-scission
- Notion d'apport partiel d'actif
- Quiz : choix du mode de restructuration

Suivre les événements majeurs de la vie des sociétés

- Transformation de la forme juridique
- Evolutions du capital
- Changement de dénomination sociale
- Transfert de siège social
- Dissolution
- Liquidation et partage

- Nuage de mots : qualifier l'évènement

Droit des sociétés (niveau 2) (2 jours)

Voir le module Réduire

Expliquer l'exercice des pouvoirs et des contre-pouvoirs suivant la forme sociale

Définir les différentes formes de sociétés commerciales

- SNC
- SARL/EURL
- SAS/SA
- Société en commandite simple et par actions
- Quiz : caractéristiques principales des sociétés

Caractériser la direction au sein des sociétés suivant chaque forme sociale

- Notion de mandataire social : évolution au regard du droit européen
- Statut juridique des mandataires sociaux
- Formes sociétaires avec gérance : gérant unique ou collégiale, gérant minoritaire ou majoritaire, leurs pouvoirs
- Direction dans la SA ou la SAS : système moniste ou dualiste, mandataires sociaux, répartition des pouvoirs généraux et spéciaux, organisation des réunions
- Notion de dirigeants effectifs
- Administrateurs indépendants
- Dispositions concernant le rapport sur le gouvernement d'entreprise dans les SA
- Déclaration de performance extrafinancière dans les grandes sociétés
- Plan de vigilance
- Cas particulier de la SAS : incertitude quant aux organes collégiaux
- Etude de cas : la clause d'excusations dans la SAS

Repérer l'exercice des contre-pouvoirs au sein des décisions collectives

- Application du principe : les dirigeants proposent et les assemblées disposent
- Tenue des assemblées : quorum, majorité, unanimité
- Contrôle interne : les comités
- Compétence de l'AGO concernant la rémunération des dirigeants des sociétés cotées : règle du « say on pay »
- Cas pratique : les chances de réussite de trois projets présentés

Analyser le régime juridique des titres financiers

Évaluer la flexibilité des titres et valeurs mobilières émis par les sociétés

- Parts sociales : limites légales et statutaires à la cession
 - Incidence du régime matrimonial en cas d'acquisition/cession
 - Actions : exceptions statutaires à la liberté de cession
 - Cessions de titres
 - Pactes d'actionnaires
 - Autres valeurs mobilières (actions de préférence, obligations...)
 - Identification des bénéficiaires effectifs
-
- Étude de cas : analyser des clauses statutaires et extrastatutaires d'un pacte d'actionnaires

Analyser la notion d'offres au public de titres financiers

- Distinction entre actions nominatives et actions au porteur
 - Contraintes supplémentaires : publicités légales diverses
 - De l'offre au public de titres financiers à l'admission sur un marché réglementé
 - Gouvernement d'entreprise dans les sociétés dont les titres sont admis à une cote officielle
-
- Débat : les évolutions à la lumière du droit européen

Examiner la réglementation des groupes de sociétés

Identifier les groupes de sociétés

- Absence de définition légale et reconnaissance économique
 - Groupe par rapport à la notion de contrôle : direct, indirect, conjoint...
 - Influence notable et action de concert
 - Reconnaissance du groupe dans les autres branches du droit (fiscal, procédures collectives, social)
-
- Cas pratique : reconnaître le contrôle entre société mère et filiales au sein de l'organigramme d'un groupe de sociétés

Spécifier certaines situations au sein des groupes de sociétés

- Etablissement de comptes consolidés
 - Exceptions aux règles de cumul de mandats dans les groupes
 - Réglementation des conventions intergroupes
 - Déclarations de franchissement de seuils
 - Déclaration des bénéficiaires effectifs au sein d'un groupe
-
- Cas pratique : comment calculer les mandats dans les groupes ?

Gérer les situations complexes

Repérer les situations critiques

- Autocontrôle
 - Participations réciproques
 - Privation des droits de vote
-
- Autodiagnostic : les situations critiques dans votre entreprise

Examiner les risques et responsabilités de la société mère dans le cadre d'une procédure collective

- Action en paiement de l'insuffisance d'actif
- Confusion des patrimoines et relations anormales entre les sociétés
- Co-emploi
- Gestion de fait

- Mise en situation : identifier les situations à risque et proposer des solutions de traitement

SAS : atouts, constitution et fonctionnement (2 jours)

Voir le module Réduire

Analyser les conditions de création et de fonctionnement de la SAS

Identifier les atouts de la SAS

- Structure d'exploitation simple et adaptable
- Société holding adaptée aux groupes familiaux et aux groupes « non cotés »
- Filiale idéale dans un groupe fiscalement intégré
- Instrument de collaboration entre entreprises
- Outil de transmission souple et maniable

- Quiz : pourquoi constituer une SAS ?

Constituer une SAS

- Création de l'entreprise : le choix d'une structure adaptée au projet comme au profil de l'entrepreneur
- Clauses statutaires : objet social, capital social et pièges de la variabilité du capital, actions de préférence...
- Transformation en SAS : les difficultés liées à l'exigence d'une décision unanime et leurs solutions
- Simplification des formalités

Examiner le fonctionnement de la SAS

- Piège des statuts types
- Utilité d'un pacte d'actionnaire et son articulation avec les statuts

Structurer la direction de la SAS

Situer la direction de la SAS en fonction du projet

- Différents modes de gouvernance
- Cumul illimité des mandats
- Rémunération des dirigeants (mode de fixation et éventuel contrôle)

- Cas pratique : rédiger des statuts appropriés, que le dirigeant détienne ou non le capital de la SAS

Définir le contrôle de la direction et ses limites

- Contrôle des conventions conclues avec les dirigeants dans les SAS et SASU
- Possibilité d'instituer un organe spécifique de surveillance
- Règles propres au CAC depuis la loi Pacte

- Atelier de réflexion : comment prévenir statutairement l'omnipotence du dirigeant dans une SAS filiale de groupe ?

Aménager les contre-pouvoirs dans la SAS

Distinguer les droits et les obligations des associés

- Exercice du droit de vote des associés
- Droits financiers des associés
- Clauses d'inaliénabilité, d'agrément, d'exclusion

Garantir la tenue des décisions collectives

- Modalités matérielles de la consultation des actionnaires
- Aménagements possibles à la tenue physique des assemblées générales

Conventions réglementées dans les SA, SARL, SAS (1 jour)

Voir le module Réduire

Distinguer les typologies de conventions

Identifier les conventions libres

- Notion d'« opérations courantes »
- Notion de "conclusion à des conditions normales"

- Quiz : qualifier les opérations courantes

Repérer les conventions interdites

- Conventions visées
 - Personnes concernées
 - Sanctions
 - Particularisme de la rémunération des mandataires sociaux
-
- Cas pratique : caractériser les conventions interdites

Analyser le régime juridique des conventions réglementées

Déterminer le domaine d'application des conventions réglementées

- Personnes visées par le contrôle
 - Fonctionnement et mise en œuvre de la procédure de contrôle
 - Conséquences du défaut d'approbation
-
- Cas pratique : autour de cas concrets, identification du régime juridique concordant

Suivre les étapes et les caractéristiques de la procédure de contrôle selon le type de société

- Procédure applicable aux SA
 - Procédure applicable aux SARL
 - Procédure applicable aux SAS
 - Responsabilités et sanctions possibles
-
- Cas pratique : appliquer la procédure adéquate selon le type de société

Caractériser les particularités des conventions intra-groupes

Analyser les problématiques dans les groupes de société

- Définition des opérations courantes conclues à des conditions normales
 - Prise en compte de l'existence d'un groupe
-
- Quiz : déterminer les conditions considérées comme normales dans un groupe

Mettre en oeuvre les règles applicables aux conventions visées

- Convention d'intégration fiscale et de trésorerie
 - Autres conventions
-
- Étude de cas : les conventions intragroupes soumises à un régime particulier

Pactes d'actionnaires : techniques de négociation et de rédaction (1 jour)
Voir le module Réduire

Analyser le cadre juridique du pacte d'actionnaires

Cerner les enjeux du pacte

- Détermination de la nature et du régime juridique depuis la réforme du droit des contrats
 - Enjeux de la conformité du pacte à la loi et aux statuts
-
- Débat : comparer les avantages du pacte par rapport aux statuts

Examiner son régime juridique

- Détermination de sa validité par rapport à l'ordre public sociétaire
- Recours aux avantages particuliers et actions de catégorie pour véhiculer certains droits politiques et/ou financiers

• Débat : à quoi servent les pactes ?

Conclure un pacte d'actionnaires

Fiabiliser les négociations

- Préparation des négociations
- Respect de la chronologie
- Mise en situation : garantir le bon déroulé des négociations

Élaborer la trame du pacte

- Intérêt du préambule
- Différents groupes d'actionnaires
- Champ d'application du pacte
- Cas pratique : suivi de la négociation et de la conclusion d'un pacte d'actionnaires

Rédiger les clauses du pactes d'actionnaires

Lister les clauses envisageables d'un pacte

- Clauses relatives à la répartition du capital, à l'évolution du pacte et à l'organisation du pouvoir
- Clauses garantissant un droit concédé à un actionnaire
- Clauses de sortie
- Partage d'expériences : les clauses pertinentes

Organiser les droits et obligations des parties

- Droits politiques et financiers
- Clauses spécifiques concernant l'activité des dirigeants ou salariés membre du pacte
- Contrôle de l'actionnariat
- Etude de cas : examen de clauses tirées de la pratique de l'intervenant, détection des pièges et présentation de techniques rédactionnelles

Cerner les difficultés liées à l'exécution du pacte d'actionnaires

Identifier les principales difficultés liées à l'exécution

- Modalités de fixation du prix en cas de cession et clauses financières
- Clauses relatives à la gestion et aux risques associés
- Clause de durée du pacte
- Débat : les pièges à éviter

Repérer les cas spécifiques des sociétés cotées

- Obligations de publicité
- Action de concert
- Débat : les sociétés cotées dans votre pratique

Renforcer l'efficacité juridique du pacte

- Nomination d'un gestionnaire du pacte
 - Clause pénale ou de résiliation
 - Mesures préventives
 - Contentieux
 - Étude de cas : analyse de clauses à partir de la jurisprudence la plus récente afin d'en déduire les précautions rédactionnelles à prendre
- Cession de droits sociaux et garanties de passif (2 jours)
Voir le module Réduire



Préparer la cession

Mesurer l'incidence de l'existence d'une clause d'agrément ou de préemption

- Importance et conséquence de la localisation statutaire ou extrastatutaire de la clause
- Rédaction des clauses en fonction des opérations visées
- Variations liées à la forme de la société
- Sanctions en cas de non-respect des clauses
- Conséquences du refus d'agrément ou de l'exercice de la préemption

- Cas pratique : rédiger une clause d'agrément efficace

Utiliser à bon escient les promesses de vente

- Promesses et problématiques communes
- Prohibition des clauses léonines : principe et applications
- Possibilités ouvertes au bénéficiaire d'une promesse en cas d'inexécution
- Focus sur l'article 1124 du Code civil

- Débat : la promesse de vente depuis la réforme du droit des contrats de 2016

Réaliser la cession

Intégrer les obligations des parties à la cession

- Obligations découlant de la nature juridique de l'acte
- Différences selon la nature civile ou commerciale de l'acte
- Solidarité des parties : attention à la présomption de solidarité commerciale
- Détermination du prix des parts ou actions cédées : clauses d'évaluation ou recours à un expert ?

- Cas pratique : rédiger une clause de prix

Cerner les effets de la cession

- Transfert de la propriété des titres
- Jouissance des droits d'associé : point de départ du droit aux bénéfices
- Quelle compétence judiciaire en cas de litige ?

- Cas pratique : déterminer le point de départ du droit aux bénéfices

Aménager les garanties de passif

Organiser les garanties légales du vendeur

- Cohabitation des garanties contractuelles et légales : comment s'articulent-elles ?
- Comment s'assurer de l'absence de vices du consentement ? Quid de la violence économique évoquée dans l'article 1143 du Code civil ?
- Obligation de délivrance, garantie des vices cachés, garantie d'éviction

- Débat : du devoir de loyauté du dirigeant social

Elaborer conventionnellement la garantie de passif du vendeur

- Clauses de révision de prix et garanties de passif stricto sensu
- Typologie des clauses visant à assurer l'efficacité de la garantie
- Mise en œuvre de la clause : respect des délais d'information, appel de la garantie pour un passif connu du cessionnaire avant la cession...
- Incidence de la cession des titres sur la mise en jeu de la garantie

- Cas pratique : rédiger une convention de garantie de passif

Définir les garanties dues par l'acheteur

- Que peut faire la convention ?
- Moyens issus de la réforme du droit des contrats

Exercice de synthèse : typologie des principales clauses



Fusions, scissions et apports partiels d'actifs : technique juridique et fiscale (2 jours)
Voir le module Réduire

Choisir l'opération de restructuration adéquate

Distinguer la concentration ou déconcentration : le choix stratégique

- Conséquences de la fusion : gestion des ressources humaines, franchissement de seuils...
- Filialisation, Scission et Apport partiel d'actif
- Débat : critères de choix des opérations de restructuration

Opter pour la fusion ou dissolution par confusion de patrimoine (TUP)

- Régime juridique
- Cas pratique : fusion simplifiée ou dissolution par confusion (TUP), quelle solution choisir ?

Analyser les régime juridique des fusions, scissions et APA

Cerner les points essentiels des fusions, scissions et Apports Partiels d'Actifs (APA)

- Phase préparatoire et l'analyse stratégique de la fusion ou de l'apport
- Choix du sens de la fusion et ses conséquences juridiques et fiscales
- Projet de fusion, scission ou apport
- Décision des associés et réalisation de l'opération
- Cas pratique : distinguer les opérations de fusion, scission et APA

Repérer les cas de nullité

- Abus de majorité
- Etude de cas : critères de l'abus de majorité au regard de la jurisprudence

Identifier les effets de l'opération notamment sur les organes sociaux et les contrats en cours

- La date d'effet de l'opération.
- Les effets de la restructuration sur les organes sociaux, créanciers sociaux, associés, cautions et contrats en cours (sort des contrats conclus intuitu personae)
- Etude de cas : quel est le sort des contrats intuitu personae conclus par la société absorbée ?
- Quiz de synthèse : les opérations de fusion, scission et APA

Caractériser les incidences fiscales des opérations de restructuration

Analyser le régime fiscal des opérations de fusion

- Traitement comptable : règles fixées par le CRC
- Modalités de transcription des apports
- Rémunération des apports
- Choix du sens de la fusion
- Choix du mode de fusion
- Régime de droit commun ou régime de faveur
- Incidence fiscale de la fusion et sort des déficits
- Boni et le mali de fusion

- Débat : questions spécifiques dans le cadre d'une intégration fiscale

Cerner l'utilité de l'apport partiel d'actif du point de vue fiscal

- Aspects comptables et les difficultés associées
 - Conditions du régime de faveur
 - Notion de branche complète d'activité et d'éléments assimilés
 - Pratique des agréments
 - Difficultés liées aux déficits
 - Cas des sociétés intégrées : choix entre régime de faveur et régime de l'intégration fiscale
 - Apport d'une branche complète d'activité
- Etude de cas : questions suscitées en jurisprudence

Identifier les conséquences pratiques en matière d'IS, de TVA et de droits d'enregistrement

- Conséquences fiscales de la scission
 - Conditions du régime de faveur
- Quiz : fiscalité des opérations de restructuration
 - Débat : repérer les applications pratiques

Choisir l'opération de restructuration adéquate

Distinguer la concentration ou déconcentration : le choix stratégique

- Conséquences de la fusion : gestion des ressources humaines, franchissement de seuils...
 - Filialisation, Scission et Apport partiel d'actif
- Débat : critères de choix des opérations de restructuration

Opter pour la fusion ou dissolution par confusion de patrimoine (TUP)

- Régime juridique
- Cas pratique : fusion simplifiée ou dissolution par confusion (TUP), quelle solution choisir ?

Analyser les régime juridique des fusions, scissions et APA

Cerner les points essentiels des fusions, scissions et Apports Partiels d'Actifs (APA)

- Phase préparatoire et l'analyse stratégique de la fusion ou de l'apport
 - Choix du sens de la fusion et ses conséquences juridiques et fiscales
 - Projet de fusion, scission ou apport
 - Décision des associés et réalisation de l'opération
- Cas pratique : distinguer les opérations de fusion, scission et APA

Repérer les cas de nullité

- Abus de majorité
- Etude de cas : critères de l'abus de majorité au regard de la jurisprudence

Identifier les effets de l'opération notamment sur les organes sociaux et les contrats en cours

- La date d'effet de l'opération.
- Les effets de la restructuration sur les organes sociaux, créanciers sociaux, associés, cautions et contrats en cours (sort des contrats conclus intuitu personae)



- Etude de cas : quel est le sort des contrats intuitu personae conclus par la société absorbée ?
- Quiz de synthèse : les opérations de fusion, scission et APA

Caractériser les incidences fiscales des opérations de restructuration

Analyser le régime fiscal des opérations de fusion

- Traitement comptable : règles fixées par le CRC
- Modalités de transcription des apports
- Rémunération des apports
- Choix du sens de la fusion
- Choix du mode de fusion
- Régime de droit commun ou régime de faveur
- Incidence fiscale de la fusion et sort des déficits
- Boni et le mali de fusion
- Débat : questions spécifiques dans le cadre d'une intégration fiscale

Cerner l'utilité de l'apport partiel d'actif du point de vue fiscal

- Aspects comptables et les difficultés associées
- Conditions du régime de faveur
- Notion de branche complète d'activité et d'éléments assimilés
- Pratique des agréments
- Difficultés liées aux déficits
- Cas des sociétés intégrées : choix entre régime de faveur et régime de l'intégration fiscale
- Apport d'une branche complète d'activité
- Etude de cas : questions suscitées en jurisprudence

Identifier les conséquences pratiques en matière d'IS, de TVA et de droits d'enregistrement

- Conséquences fiscales de la scission
- Conditions du régime de faveur
- Quiz : fiscalité des opérations de restructuration
- Débat : repérer les applications pratiques

Parmi nos formateurs



Elisabeth Jannin

Maître de conférences et consultante

Spécialisée en Droit des sociétés et fiscalité des sociétés, elle anime des formations alliant les aspects tant juridiques que fiscaux des thèmes exposés. Ses domaines d'expertise sont les groupes de sociétés et leur organisation, les opérations sur le capital, les fusions et acquisitions.



Vanessa Mougeolle

Avocat, CMS Francis Lefebvre Avocats

Titulaire DJCE de Nancy, du certificat de spécialisation en droit fiscal de Montpellier et diplômée de l'ICN. Elle accompagne des groupes français et internationaux en matière fiscale, notamment en gestion des relations intra-groupes, d'intégration fiscale, de restructuration et de financement.



Véronique Goncalves

Avocat,

Avocat au Barreau de Paris depuis 2004, Véronique GONCALVES a développé une solide expertise en droit des sociétés et en droit de l'OHADA. Elle accompagne de nombreuses entreprises dans leur développement en France et leur implantation à l'international. Véronique GONCALVES intervient également dans le domaine de l'arbitrage OHADA en Conseil mais aussi en tant qu'Arbitre près de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA). Chargée d'enseignement à l'Université de Paris II Panthéon Assas et à l'Université Catholique de Lille, elle est l'auteur de plusieurs publications en droit des affaires.



Grégory Mouy

Avocat associé, Cabinet EPIGRAPHE Avocats, Docteur en droit privé à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I)



Jean-Louis Navarro

Maître de conférences en droit privé et vice-doyen en charge des relations internationales Responsable de l'axe « Droit des affaires et contrat » de l'équipe de recherche DCT (Droits, Contrats et Territoires / EA 4573)



Philippe Gerard

Avocat au barreau de Paris, médiateur, consultant en communication de crise et executive coach certifié HEC, il intervient principalement en droit des affaires avec une approche systémique et propose des prestations intégrant une vision globale des affaires.